



Conseil d'administration

331^e session, Genève, 26 octobre-9 novembre 2017

GB.331/PFA/3

Section du programme, du budget et de l'administration
Segment du programme, du budget et de l'administration

PFA

Date: 16 octobre 2017

Original: anglais

TROISIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Programme et budget pour 2016-17: Compte du budget ordinaire et Fonds de roulement

Objet du document

Le présent document contient des informations sur la situation au 30 septembre 2017 du budget des recettes et des dépenses de 2016-17 et sur l'état des contributions des Etats Membres à la même date. Conformément à la pratique établie, il est également proposé dans le présent document que le Conseil d'administration autorise son Président à approuver, si cela est nécessaire, des transferts entre postes budgétaires afin de clore l'exercice avant la prochaine session du Conseil d'administration (voir le projet de décision au paragraphe 11).

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Principal résultat/élément transversal déterminant: Résultat facilitateur B: Gouvernance efficace et efficiente de l'Organisation.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département de la gestion financière (FINANCE).

Documents connexes: Aucun.

1. On trouvera ci-après des informations sur l'état des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 2016-17 au 30 septembre 2017. Les tableaux de l'annexe I fournissent des renseignements complémentaires sur la situation des Etats Membres au regard du recouvrement des contributions. On y trouvera également des informations sur les postes de dépenses supplémentaires approuvés pour 2016-17 par le Conseil d'administration. Les tableaux 1 et 2 donnent des renseignements détaillés sur les contributions fixées pour 2017, les montants reçus et crédités en ce qui concerne les contributions actuelles et les arriérés de contributions jusqu'au 30 septembre 2017, et les montants dus à cette date. Le tableau 3 fournit des informations sur les postes de dépenses supplémentaires de 2016-17 approuvés par le Conseil d'administration.

Recettes et dépenses budgétaires

2. Les recettes budgétaires sont comptabilisées en dollars des Etats-Unis au taux de change budgétaire de l'OIT fixé pour l'exercice 2016-17, et les dépenses en francs suisses sont enregistrées en dollars des Etats-Unis au même taux de change, à savoir 0,95 franc suisse pour 1 dollar des Etats-Unis. Au 30 septembre 2017, les contributions reçues et les dépenses budgétaires enregistrées pendant l'exercice en cours se présentaient comme suit:

	Francs suisses	Dollars E.-U.
Recettes		
Contributions reçues pour l'exercice 2016-17	604 521 928	636 338 872
Contributions arriérées dues au titre d'exercices antérieurs	<u>83 411 251</u>	<u>87 801 317</u>
Recettes totales perçues	687 933 179	724 140 189
Moins: déficit 2014-15 remboursé ¹	<u>16 054 238</u>	<u>16 899 198</u>
Recettes nettes perçues	<u>671 878 941</u>	<u>707 240 991</u>
Dépenses		
Excédent des recettes sur les dépenses pendant une période de 21 mois se terminant au 30 septembre 2017		<u>645 643 820</u>
		<u>61 597 171</u>

¹ Au 31 décembre 2015, conformément à l'article 21, paragraphe 1 a), du Règlement financier, le déficit, d'un montant de 16 054 238 francs suisses a été couvert par le Fonds de roulement. Conformément à l'article 21, paragraphe 2 a), du Règlement financier, des arriérés de contributions reçus en 2016 ont été utilisés pour rembourser les sommes prélevées sur le Fonds de roulement.

Contributions des Etats Membres

3. Le montant total des contributions fixées pour 2017 s'élève à 378 760 250 francs suisses, contre 378 769 384 francs suisses pour 2016. La section I du tableau 1 indique que, au 30 septembre 2017, les montants versés par les Etats Membres ou portés à leur crédit au titre des contributions fixées pour 2017 s'élevaient au total à 260 216 412 francs suisses, ce qui représentait 68,7 pour cent des contributions fixées. A la même période en 2016, 62,8 pour cent des contributions de 2016 avaient été recouvrés. Au 30 septembre 2017, 91 Etats Membres avaient versé la totalité de leurs contributions pour 2017 et 37 avaient effectué un paiement partiel, alors que 59 autres n'avaient effectué aucun versement sur leurs contributions de 2017. A la même date en 2016, les chiffres correspondants étaient de 84, 28 et 75 Etats Membres, respectivement.

4. Les arriérés de contributions reçus en 2017 s'élevaient au total à 29 175 437 francs suisses, portant le total des contributions reçues au 30 septembre 2017 à 289 391 849 francs suisses.
5. Au 30 septembre 2017, les 22 Etats Membres suivants avaient effectué des paiements au titre de leurs contributions pour 2018: Angola, Arménie, Bahamas, Botswana, Bulgarie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Grèce, Guinée, Guyana, Honduras, Inde, Irlande, Jamaïque, Mali, Mauritanie, République de Moldova, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Togo.

Situation au regard du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution

6. Il ressort du tableau 2 que, au 30 septembre 2017, les arriérés de contributions des 19 Etats Membres suivants – Antigua-et-Barbuda, Comores, Djibouti, Dominique, Gabon, Gambie, Grenade, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Iles Salomon, Libye, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tadjikistan, Vanuatu et République bolivarienne du Venezuela – atteignaient un montant égal ou supérieur à la somme des contributions dues au titre des deux années entières écoulées (2015 et 2016). Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, chacun de ces Etats Membres avait en conséquence perdu son droit de vote.
7. Onze autres Membres avaient des arriérés de contributions supérieurs à la somme des contributions dues au titre des deux dernières années entières mais ont été autorisés à voter, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, en vertu des arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail lors des sessions suivantes: 93^e (2005) pour l'Arménie, 95^e (2006) pour l'Azerbaïdjan, 97^e (2008) pour la République centrafricaine, 93^e (2005) pour la Géorgie, 97^e (2008) pour l'Iraq, 88^e (2000) pour le Kazakhstan, 106^e (2017) pour le Kirghizistan, 93^e (2005) pour la République de Moldova, 104^e (2015) pour l'Ouzbékistan, 102^e (2013) pour le Paraguay et 99^e (2010) pour l'Ukraine.

Fonds de roulement

8. Au 30 septembre 2017, le montant du Fonds de roulement, en valeur nominale et en termes réels, était de 35 millions de francs suisses.

Virements éventuels dans le cadre du budget des dépenses pour 2016-17

9. L'article 16 du Règlement financier dispose que des virements d'article à article dans une même partie du budget des dépenses peuvent être effectués par des résolutions spéciales du Conseil d'administration.
10. Il n'est pas possible à ce stade d'évaluer rigoureusement et dans le détail le montant final des dépenses pour chaque poste du budget; il est toutefois possible que, pour certaines rubriques, les dépenses dépassent légèrement la dotation budgétaire, cet excédent étant compensé par des économies réalisées sous d'autres articles du budget. Les articles précis entre lesquels des virements pourraient s'avérer nécessaires et les montants exacts ne seront connus que lorsque les montants définitifs des dépenses seront disponibles, c'est-à-dire à la fin du mois de janvier 2018. Suivant la pratique habituelle, le Directeur général propose donc de soumettre pour approbation à cette date au Président du Conseil d'administration une liste détaillée des virements qui s'avèreraient nécessaires.

Projet de décision

11. *En vertu de l'article 16 du Règlement financier, le Conseil d'administration délègue son autorité au Président, qui peut approuver tout transfert de crédits dans le cadre du budget des dépenses de 2016-17 que le Directeur général peut, si nécessaire, proposer, avant la clôture des comptes biennaux et sous réserve que le Conseil d'administration confirme cette approbation à sa prochaine session.*

Annexe I

Tableau 1. Contributions reçues des Etats Membres et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT (en francs suisses)

Etat récapitulatif

	Montant dû au 1 ^{er} janvier 2017	Montant reçu ou crédité ¹ au 30 septembre 2017	Solde dû au 30 septembre 2017
I. Contributions fixées pour 2017:			
Total des contributions fixées pour 2017	378'760'250	260'216'412	118 543 838
II. Contributions arriérées pour 2016 et les périodes antérieures:			
A. Contributions arriérées dues par les Etats Membres	85'071'583	29'175'437	55 896 146
B. Montants dus par les Etats Membres au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	245'066	-	245 066
C. Montants dus par des Etats qui ne sont plus affiliés à l'OIT	6'370'623	-	6 370 623
Total des contributions arriérées et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	91 687 272	29 175 437	62 511 835
Total	470 447 522	289 391 849	181 055 673

¹ Y compris le montant de 409 211 francs suisses crédités aux Etats Membres au titre de:

Système d'incitation pour 2015	267 163
La moitié de la prime nette accordée au titre de 2014-15	142 048

Tableau 2. Etat des contributions
Détail des mouvements entre le 31 décembre 2016 et le 30 septembre 2017
(en francs suisses)

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2016	Contributions fixées pour 2017		Montants reçus ou crédités ⁽¹⁾ au 30 septembre 2017		Solde dû au 30 septembre 2017
		%	Montant	en ce qui concerne les: Contributions		
				de 2017	Arriérés	
A. Etats ayant versé la totalité de leurs contributions pour 2017						
Algérie ⁽²⁾	-	0,161	609 804	609 804	-	-
Angola	77 067	0,010	37 876	37 876	77 067	-
Arabie saoudite	-	1,147	4 344 380	4 344 380	-	-
Arménie ⁽²⁾⁽⁵⁾	1 071 666	0,006	22 726	22 726	120 000	951 666
Australie ⁽²⁾	-	2,338	8 855 415	8 855 415	-	-
Autriche	-	0,720	2 727 074	2 727 074	-	-
Azerbaïdjan ⁽⁵⁾	2 406 647	0,060	227 256	227 256	247 743	2 158 904
Bahamas ⁽²⁾	-	0,014	53 026	53 026	-	-
Bahreïn	-	0,044	166 654	166 654	-	-
Barbade	-	0,007	26 513	26 513	-	-
Bélarus	157 749	0,056	212 106	212 106	157 749	-
Belgique	-	0,885	3 352 028	3 352 028	-	-
Bosnie-Herzégovine	-	0,013	49 239	49 239	-	-
Botswana ⁽²⁾	-	0,014	53 026	53 026	-	-
Bulgarie	-	0,045	170 442	170 442	-	-
Cambodge ⁽²⁾	-	0,004	15 150	15 150	-	-
Canada ⁽²⁾	-	2,922	11 067 374	11 067 374	-	-
Chili	349 831	0,399	1 511 253	1 511 253	349 831	-
Chine	-	7,924	30 012 962	30 012 962	-	-
Chypre	-	0,043	162 867	162 867	-	-
Corée, République de	-	2,040	7 726 709	7 726 709	-	-
Croatie ⁽²⁾	-	0,099	374 973	374 973	-	-
Danemark	-	0,584	2 211 960	2 211 960	-	-
Emirats arabes unis	-	0,604	2 287 712	2 287 712	-	-
Erythrée	-	0,001	3 788	3 788	-	-
Espagne	-	2,444	9 256 900	9 256 900	-	-
Estonie ⁽²⁾	-	0,038	143 929	143 929	-	-
Ex-République yougoslave de Macédoine ⁽²⁾	-	0,007	26 513	26 513	-	-
Fidji ⁽²⁾	-	0,003	11 363	11 363	-	-
Finlande	-	0,456	1 727 147	1 727 147	-	-
France	-	4,861	18 411 536	18 411 536	-	-
Géorgie ⁽⁵⁾	1 305 559	0,008	30 301	30 301	430 066	875 493
Grèce	18 511	0,471	1 783 961	1 783 961	18 511	-
Guatemala	-	0,028	106 053	106 053	-	-
Guinée	7 589	0,002	7 575	7 575	7 589	-
Guyana ⁽²⁾	-	0,002	7 575	7 575	-	-
Honduras	-	0,008	30 301	30 301	-	-
Hongrie	-	0,161	609 804	609 804	-	-
Iles Marshall	-	0,001	3 788	3 788	-	-
Inde ⁽²⁾	-	0,737	2 791 463	2 791 463	-	-
Indonésie	-	0,504	1 908 952	1 908 952	-	-
Irlande	25	0,335	1 268 847	1 268 847	25	-
Islande	25	0,023	87 115	87 115	25	-
Jamaïque	187	0,009	34 088	34 088	187	-
Japon	-	9,684	36 679 143	36 679 143	-	-
Kazakhstan ⁽²⁾⁽⁵⁾	1 029 347	0,191	723 432	723 432	257 335	772 012
Lettonie	-	0,050	189 380	189 380	-	-
Libéria	94 821	0,001	3 788	3 788	94 821	-
Lituanie ⁽²⁾	-	0,072	272 707	272 707	-	-
Malaisie	-	0,322	1 219 608	1 219 608	-	-
Mali	435	0,003	11 363	11 363	435	-
Maroc	-	0,054	204 530	204 530	-	-
Maurice	-	0,012	45 451	45 451	-	-

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2016	Contributions fixées pour 2017		Montants reçus ou crédités ⁽¹⁾ au 30 septembre 2017		Solde dû au 30 septembre 2017
		%	Montant	en ce qui concerne les:		
				Contributions de 2017	Arriérés	
Mauritanie ⁽²⁾	-	0,002	7 575	7 575	-	-
Moldova, République de ⁽⁵⁾	1 228 203	0,004	15 150	15 150	136 467	1 091 736
Mongolie	-	0,005	18 938	18 938	-	-
Monténégro ⁽²⁾	-	0,004	15 150	15 150	-	-
Mozambique	-	0,004	15 150	15 150	-	-
Namibie	-	0,010	37 876	37 876	-	-
Norvège	-	0,849	3 215 674	3 215 674	-	-
Nouvelle-Zélande ⁽²⁾	-	0,268	1 015 077	1 015 077	-	-
Ouganda	64 782	0,009	34 088	34 088	64 782	-
Ouzbékistan ⁽⁵⁾	1 349 000	0,023	87 115	87 115	112 000	1 237 000
Pays-Bas	-	1,483	5 617 014	5 617 014	-	-
Pérou	66 547	0,136	515 114	515 114	66 547	-
Philippines	-	0,165	624 954	624 954	-	-
Pologne ⁽²⁾	-	0,841	3 185 374	3 185 374	-	-
Portugal ⁽²⁾	-	0,392	1 484 740	1 484 740	-	-
Qatar	-	0,269	1 018 865	1 018 865	-	-
République tchèque ⁽²⁾	-	0,344	1 302 935	1 302 935	-	-
Royaume-Uni	-	4,465	16 911 645	16 911 645	-	-
Russie, Fédération de	-	3,089	11 699 904	11 699 904	-	-
Sainte-Lucie	-	0,001	3 788	3 788	-	-
Saint-Marin	-	0,003	11 363	11 363	-	-
Seychelles	3 784	0,001	3 788	3 788	3 784	-
Singapour ⁽²⁾	-	0,447	1 693 058	1 693 058	-	-
Slovaquie	-	0,160	606 016	606 016	-	-
Slovénie	-	0,084	318 159	318 159	-	-
Sri Lanka	-	0,031	117 416	117 416	-	-
Suède	-	0,957	3 624 736	3 624 736	-	-
Suisse	-	1,141	4 321 654	4 321 654	-	-
Swaziland	-	0,002	7 575	7 575	-	-
Thaïlande ⁽²⁾	-	0,291	1 102 192	1 102 192	-	-
Togo ⁽²⁾	-	0,001	3 788	3 788	-	-
Trinité-et-Tobago ⁽²⁾	-	0,034	128 778	128 778	-	-
Tunisie	-	0,028	106 053	106 053	-	-
Turkménistan	-	0,026	98 478	98 478	-	-
Turquie	-	1,019	3 859 567	3 859 567	-	-
Ukraine ⁽⁵⁾	1 582 359	0,103	390 123	390 123	316 472	1 265 887
Uruguay	196 906	0,079	299 221	299 221	196 906	-
Viet Nam	-	0,058	219 681	219 681	-	-
	11 011 040	57,455	217 616 698	217 616 698	2 658 342	8 352 698

B. Etats ayant versé une partie de leurs contributions pour 2017

Afrique du Sud	-	0,364	1 378 687	1 378 667	-	20
Albanie	-	0,008	30 301	2 676	-	27 625
Allemagne	-	6,392	24 210 355	23 605 981	-	604 374
Bangladesh	64	0,010	37 876	37 816	64	60
Brunéi Darussalam	98 440	0,029	109 840	10 152	98 440	99 688
Burkina Faso	31 625	0,004	15 150	2 832	31 625	12 318
Congo	18 899	0,006	22 726	18 628	18 899	4 098
Costa Rica	-	0,047	178 017	178 005	-	12
Cuba	-	0,065	246 194	193 185	-	53 009
Haïti	-	0,003	11 363	11 358	-	5
Iles Cook	-	0,001	3 788	3 758	-	30
Israël	99 279	0,430	1 628 669	1 051 547	99 279	577 122
Italie	-	3,750	14 203 509	13 356 082	-	847 427
Lesotho	-	0,001	3 788	7	-	3 781
Madagascar	13 712	0,003	11 363	10 545	13 712	818
Malawi	22 355	0,002	7 575	7 425	22 355	150
Malte	11	0,016	60 602	60 586	11	16
Myanmar	-	0,010	37 876	36 276	-	1 600
Népal	-	0,006	22 726	22 632	-	94
Nicaragua	-	0,004	15 150	14 474	-	676

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2016	Contributions fixées pour 2017		Montants reçus ou crédités ⁽¹⁾ au 30 septembre 2017		Solde dû au 30 septembre 2017
		%	Montant	en ce qui concerne les:		
				Contributions		
				de 2017	Arriérés	
Nigéria	356 956	0,209	791 609	743 049	356 956	48 560
Oman	46	0,113	427 999	427 974	46	25
Pakistan	-	0,093	352 247	340 987	-	11 260
Palaos	8 067	0,001	3 788	3 617	8 067	171
Panama	-	0,034	128 778	104 496	-	24 282
Papouasie-Nouvelle-Guinée	15 086	0,004	15 150	8 237	15 086	6 913
Paraguay ⁽³⁾⁽⁵⁾	752 514	0,014	53 026	52 898	123 208	629 434
République centrafricaine ⁽⁵⁾	57 344	0,001	3 788	3 465	8 192	49 475
République démocratique du Congo	34 014	0,008	30 301	7 705	34 014	22 596
République démocratique populaire lao	-	0,003	11 363	7 750	-	3 613
République dominicaine	-	0,046	174 230	164 528	-	9 702
Roumanie	-	0,184	696 919	696 914	-	5
Rwanda	11 149	0,002	7 575	6 959	11 149	616
Samoa	20	0,001	3 788	3 758	20	30
Sénégal	22 466	0,005	18 938	2 538	22 466	16 400
Tuvalu	-	0,001	3 788	3 674	-	114
Zimbabwe	7 792	0,004	15 150	14 703	7 792	447
	1 549 839	11,874	44 973 992	42 595 884	871 381	3 056 566

C. Etats n'ayant effectué aucun versement mais ayant été crédités d'une partie de leurs contributions pour 2017

Belize	3 786	0,001	3 788	2	-	7 572
Bolivie, Etat plurinational de	34 084	0,012	45 451	3	34 084	45 448
Cameroun	34 304	0,010	37 876	93	-	72 087
Côte d'Ivoire	8 181	0,009	34 088	17	-	42 252
Egypte	507 276	0,152	575 715	1 017	507 276	574 698
Equateur	156 223	0,067	253 769	209	-	409 783
Ethiopie	37 861	0,010	37 876	18	37 858	37 861
Iraq ⁽⁵⁾	3 352 469	0,129	488 601	156	-	3 840 914
Jordanie	-	0,020	75 752	60	-	75 692
Kenya	55 146	0,018	68 177	3	36 236	87 084
Luxembourg	-	0,064	242 406	429	-	241 977
Mexique	10 108 922	1,436	5 438 997	1 573	4 498 876	11 047 470
Niger	7 570	0,002	7 575	9	-	15 136
République arabe syrienne	-	0,024	90 902	133	-	90 769
Serbie	-	0,032	121 203	97	-	121 106
Tchad	7 500	0,005	18 938	9	-	26 429
Timor-Leste	11 383	0,003	11 363	2	-	22 744
	14 324 705	1,994	7 552 477	3 830	5 114 330	16 759 022

D. Etats n'ayant effectué aucun versement et n'ayant été crédités d'aucun montant sur leurs contributions pour 2017

Afghanistan	19 922	0,006	22 726	-	-	42 648
Antigua-et-Barbuda ⁽⁴⁾	134 284	0,002	7 575	-	-	141 859
Argentine	514 558	0,893	3 382 329	-	514 558	3 382 329
Bénin	11 433	0,003	11 363	-	11 349	11 447
Brésil	29 470 135	3,825	14 487 579	-	18 352 425	25 605 289
Burundi	21 463	0,001	3 788	-	14 067	11 184
Cabo Verde	5 643	0,001	3 788	-	-	9 431
Colombie	1 894 700	0,322	1 219 608	-	242 686	2 871 622
Comores ⁽⁴⁾	463 846	0,001	3 788	-	-	467 634
Djibouti ⁽⁴⁾	105 816	0,001	3 788	-	-	109 604
Dominique ⁽⁴⁾	41 281	0,001	3 788	-	-	45 069
El Salvador	154 381	0,014	53 026	-	37 915	169 492
Etats-Unis	12 461 298	22,000	83 327 255	-	-	95 788 553
Gabon ⁽⁴⁾	211 533	0,017	64 389	-	31 257	244 665
Gambie ⁽⁴⁾	63 979	0,001	3 788	-	-	67 767
Ghana	64 093	0,016	60 602	-	60 602	64 093
Grenade ⁽⁴⁾	22 496	0,001	3 788	-	7 556	18 728
Guinée équatoriale ⁽⁴⁾	171 661	0,010	37 876	-	-	209 537

Etats	Contributions et montants dus au 31 décembre 2016	Contributions fixées pour 2017		Montants reçus ou crédités ⁽¹⁾ au 30 septembre 2017 en ce qui concerne les:		Solde dû au 30 septembre 2017
		%	Montant	Contributions		
				de 2017	Arriérés	
Guinée-Bissau ⁽⁴⁾	275 601	0,001	3 788	-	-	279 389
Iles Salomon ⁽⁴⁾	37 689	0,001	3 788	-	-	41 477
Iran, République islamique d'	1 584 759	0,471	1 783 961	-	998 461	2 370 259
Kirghizistan ⁽⁵⁾	1 166 323	0,002	7 575	-	7 575	1 166 323
Kiribatî	4 014	0,001	3 788	-	-	7 802
Koweït	-	0,285	1 079 467	-	-	1 079 467
Liban	182 676	0,046	174 230	-	-	356 906
Libye ⁽⁴⁾	1 423 576	0,125	473 450	-	-	1 897 026
Maldives, République des	3 787	0,002	7 575	-	-	11 362
Saint-Kitts-et-Nevis ⁽⁴⁾	11 291	0,001	3 788	-	-	15 079
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3 990	0,001	3 788	-	3 511	4 267
Sao Tomé-et-Principe ⁽⁴⁾	200 912	0,001	3 788	-	7 609	197 091
Sierra Leone ⁽⁴⁾	428 865	0,001	3 788	-	-	432 653
Somalie ⁽⁴⁾	408 152	0,001	3 788	-	-	411 940
Soudan	66 996	0,010	37 876	-	-	104 872
Soudan du Sud ⁽⁴⁾	63 801	0,003	11 363	-	-	75 164
Suriname	45 505	0,006	22 726	-	29 861	38 370
Tadjikistan ⁽⁴⁾	521 250	0,004	15 150	-	-	536 400
Tanzanie, République-Unie de	91 419	0,010	37 876	-	91 266	38 029
Tonga	3 229	0,001	3 788	-	-	7 017
Vanuatu ⁽⁴⁾	23 337	0,001	3 788	-	-	27 125
Venezuela, République bolivarienne du ⁽⁴⁾	5 890 973	0,571	2 162 721	-	-	8 053 694
Yémen	97 423	0,010	37 876	-	59 567	75 732
Zambie	62 975	0,007	26 513	-	61 119	28 369
	58 431 065	28,677	108 617 083	-	20 531 384	146 516 764
E. Montant dû par des Etats qui ne sont plus affiliés à l'OIT						
Ex-Rép. féd. soc. de Yougoslavie ⁽⁶⁾	6 370 623	-	-	-	-	6 370 623
	6 370 623	-	-	-	-	6 370 623
Total	91 687 272	100,000	378 760 250	260 216 412	29 175 437	181 055 673

Notes relatives au tableau 2: Etats des contributions

Détail des mouvements entre le 31 décembre 2016 et le 30 septembre 2017

- 1) Les montants crédités sur les contributions mises en recouvrement pour 2017 résultent de la répartition entre les Etats Membres remplissant les conditions requises des crédits correspondant:

	Francs suisses
Au système d'incitation pour 2015	267 163
A la moitié de la prime nette accordée au titre de 2014-15	142 048
Total	<u>409 211</u>

- 2) Etats Membres ayant acquitté leurs contributions pour 2017 avant le 1^{er} janvier 2017.
- 3) Y compris les montants dus pour les périodes antérieures d'affiliation à l'OIT.
- 4) Etats Membres auxquels étaient applicables, le 30 septembre 2017, les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation (voir l'annexe II).
- 5) L'Arménie, l'Azerbaïdjan, la République centrafricaine, la Géorgie, l'Iraq, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la République de Moldova, l'Ouzbékistan, le Paraguay et l'Ukraine sont autorisés à voter en vertu d'arrangements financiers approuvés par différentes sessions de la Conférence internationale du Travail: 93^e (2005) pour l'Arménie, 95^e (2006) pour l'Azerbaïdjan, 97^e (2008) pour la République centrafricaine, 93^e (2005) pour la Géorgie, 97^e (2008) pour l'Iraq, 88^e (2000) pour le Kazakhstan, 106^e (2017) pour le Kirghizistan, 93^e (2005) pour la République de Moldova, 104^e (2015) pour l'Ouzbékistan, 102^e (2013) pour le Paraguay et 99^e (2010) pour l'Ukraine.
- 6) L'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie a été rayée de la liste des Etats Membres le 24 novembre 2000.

Tableau 3. Postes de dépenses supplémentaires approuvés par le Conseil d'administration pour 2016-17

Sessions du Conseil d'administration	Description du poste	Montant en dollars E.-U.
323 ^e (mars 2015) (GB.323/INS/5)	Mécanisme d'examen des normes	707 200 ¹
324 ^e (juin 2015) (GB.324/INS/7/3)	Commission tripartite maritime ad hoc	224 500 ¹
325 ^e (octobre 2015) (GB.325/INS/5/2(Add.2))	Réunion d'experts sur la violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail	327 000 ¹
325 ^e (octobre 2015) (GB.325/INS/8(Add.))	Présence du représentant du BIT au Guatemala	882 000 ¹
325 ^e (octobre 2015) (GB.325/INS/9(Add.))	Mission tripartite aux Fidji	63 750 ¹
325 ^e (octobre 2015) (GB.325/INS/10(Add.))	Visite tripartite de haut niveau au Qatar	25 550 ¹
326 ^e (mars 2016) (GB.326/POL/2)	Réunion tripartite d'experts sur les principes et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable	153 300 ¹
326 ^e (mars 2016) (GB.326/POL/8)	Examen de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale	358 000 ¹
326 ^e (mars 2016) (GB.326/INS/12(Add.))	Rationaliser et rendre plus efficaces les travaux du Comité de la liberté syndicale	99 850 ¹
326 ^e (mars 2016) (GB.326/LILS/6)	Réunion du groupe de travail de la Commission tripartite spéciale instituée pour traiter des questions relevant de la convention du travail maritime, 2006	103 100 ¹
326 ^e (mars 2016) (GB.326/INS/14(Add.)(Rev.))	Réunion technique tripartite sur l'accès des réfugiés et autres personnes déplacées de force au marché du travail	210 000 ²
328 ^e (octobre 2016) (GB.328/INS/5/1(Add.))	Réunion tripartite d'experts chargée de déterminer l'action qu'il serait possible de mener pour promouvoir le travail décent et la protection des principes et droits fondamentaux au travail pour les travailleurs des zones franches d'exportation (ZFE)	227 000 ³
	Total	3 381 250

¹ Dépenses devant être financées, en premier lieu, au moyen d'économies réalisées sur la partie I du budget ou, à défaut, en utilisant les crédits inscrits sous la partie II. ² Financement assuré grâce au report d'une réunion sectorielle à la période biennale 2018-19. ³ Financement assuré grâce aux ressources non encore utilisées pour les réunions sectorielles et activités connexes de la période biennale en cours.

Annexe II

Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus et ayant perdu leur droit de vote en vertu du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution au 30 septembre 2017 ¹

Etats	Années pour lesquelles une partie ou la totalité de la contribution est due
Antigua-et-Barbuda	2000-2016
Comores	1985-2016
Djibouti	1996 + 1998-2016
Dominique	2006-2016
Gabon	2014-2016
Gambie	1999-2016
Grenade	2013-2016
Guinée équatoriale	2012-2016
Guinée-Bissau	1992-2001 + 2003-2016
Iles Salomon	2004-2007 + 2010-2016
Libye	2014-2016
Saint-Kitts-et-Nevis	2014-2016
Sao Tomé-et-Principe	1995-2016
Sierra Leone	1986-2016
Somalie	1988-2016
Soudan du Sud	2012-2016
Tadjikistan	1994-2016
Vanuatu	2010-2016
Venezuela, République bolivarienne du	2014-2016

¹ Les Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus, mais ayant recouvré leur droit de vote en vertu d'arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail à différentes sessions ne figurent pas sur la liste.